

Le refus de voir

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

" Le résultat des luttes politiques est de troubler, de falsifier dans les esprits la notion de l'ordre d'importance des "questions" et de l'ordre d'urgence. Ce qui est vital est masqué par ce qui de simple bien-être.

Ce qui est d'avenir par l'immédiat. Ce qui est très nécessaire par ce qui est très sensible. Ce qui est profond et lent par ce qui est excitant. "

Paul Valéry

Regards sur le monde actuel

" Nous n'aurons rien sans rien. Il nous faut faire un effort. Jadis, notre pays était prolifique par nature et par religion. Il avait retrouvé sa vitalité avec les mesures prises après la dernière guerre. Aujourd'hui ces mesures sont devenues inefficaces et insuffisantes. Il ne sera pas possible de revenir à la fécondité et au taux de natalité souhaitable sans un effort. C'est au gouvernement de faire le nécessaire. " C'est en ces termes que le procès-verbal du Haut Comité de la population et de la famille rapporte la conclusion donnée par le général de Gaulle à sa réunion du 12 décembre 1967. Il faut bien constater cependant que les idées ainsi exprimées, qui traduisaient bien l'importance primordiale qu'attachait le Général à la mise en œuvre d'une politique démographique et familiale efficace, sont restées lettre morte pendant l'année où le Général allait rester encore au pouvoir.

Où voir les raisons de cette carence sinon dans les événements des mois de mai-juin 1968 qui furent lourds de conséquences pour les finances publiques ; dans l'âge du Général, il faut bien le dire aussi, qui, ne lui ayant permis de ne prendre qu'avec retard la mesure d'une situation " insaisissable ", affecta profondément sa capacité à forcer le destin ; dans l'obstruction sourde et délibérée enfin que lui opposa son Premier ministre, Georges Pompidou ?

Logique avec lui-même, M. Pompidou, parvenu à l'Elysée, ne devait pas tarder à supprimer purement et simplement le Haut Comité de la population et de la famille. Avec lui commençait le démantèlement de la grande politique familiale voulue et imposée par le général de Gaulle en 1945 et qu'il voulait renouveler et renforcer en 1967 devant le fléchissement de la natalité française amorcé dès 1964.

Depuis lors, et malgré une aggravation constante de la situation démographique de la France, tous les gouvernements qui se sont succédés n'ont cessé de mutiler ou de dénaturer les dispositions prévues par le Général pour assurer aux familles françaises qui ont encore le courage d'avoir des enfants un soutien matériel et moral à la mesure du service vital qu'elles rendent au pays.

Ce refus de voir, dénoncé en son temps par Sauvy et auquel la classe politique et les media persistent à se tenir, est aussi un refus de croire dans la richesse humaine de la nation. Devant cette véritable apostasie politique, il est nécessaire de dire la gravité de la situation démographique et de notre politique familiale en suggérant les orientations à prendre pour assurer leur redressement. œuvre de justice et de salut public, ce redressement est d'autant plus urgent que la gérontocratie mortifère que devient chaque année davantage notre démocratie rendra de plus en plus difficile à prendre les mesures efficaces qui s'imposent.

" Plus je vais, écrivait le colonel de Gaulle dès 1937, plus je crois, que c'est toute la question. Le caractère, la vie, la physionomie de la France en dépendent directement. "

a. j.